

CONFÉRENCE - CONCERT AU CINÉMA

« Manger local, c'est loin d'être idéal »

Textes & photo : M. Guinet

À l'heure où l'on parle de réductions d'empreintes carbone, d'économies d'énergie et d'acheter le plus possible « local », cette affirmation a de quoi surprendre ! Invité par le Cinéma Royal dimanche 14 mai, Lucien Willemin est venu tordre le cou, avec exemples et faits à l'appui, à quelques idées reçues.

« Que choisir, entre une pomme bio de l'étranger et une pomme non bio d'ici ? » A écouter le discours ambiant sur la réduction des émissions de CO₂ et notamment des transports, ainsi que les publicités qui surfent sur cette vague, l'on pourrait croire que consommer local est une des solutions qui permet de diminuer nos dégâts sur la nature. En fait, les denrées issues de l'agriculture biologique, même provenant de pays lointains, ont un impact global bien moindre que les denrées produites chez nous avec les méthodes agricoles conventionnelles utilisant de la chimie de



Adeline Stern aux côtés de Lucien Willemin, conférencier.

synthèse. Les rejets de CO₂ dus au transport des denrées alimentaires, participent certes au réchauffement climatique. Mais l'écologie ne se résume pas à un calcul de bilan carbone ou de quantité d'énergie fossile, bilan qu'il est assez facile d'établir et, l'humain aimant les chiffres, il sert de base ensuite à nos décisions, qu'elles soient individuelles, sociétales ou politiques. Il faut prendre en considération d'autres éléments ; la culture conventionnelle nécessite

une grande quantité de chimie de synthèse telle qu'engrais, pesticides, fongicides, insecticides, qu'il a fallu fabriquer et transporter jusque chez l'agriculteur, puis répandre sur les champs. La fabrication d'un kg d'azote nécessite environ 2 litres de pétrole et pour une culture de blé, il faut épandre quelque 100 kg d'azote à l'hectare, sans compter les autres produits. Et cet azote est lui-même fabriqué à partir de gaz naturel, soit d'énergie fossile.

Mis face à face, les rejets de substances toxiques dans l'environnement, induits par la culture conventionnelle, sont globalement beaucoup plus lourds de conséquences pour le vivant que les rejets de CO₂ et de particules dans l'atmosphère émis par le transport de denrées venues d'ailleurs. De plus, le CO₂ n'est pas problématique en lui-même pour notre santé. C'est son augmentation dans l'atmosphère qui participe au réchauffement climatique, mais il peut être capturé et séquestré dans le bois, les plantes et le sol notamment. Ce n'est pas le cas des produits en -cides (=qui tuent la vie) qui sont largués dans la nature et absorbés dans nos corps. 84 % des exploitations agricoles du pays sont en agriculture conventionnelle. 2259 tonnes de produits phytosanitaires ont été vendus en Suisse en 2021.

Un système à revoir ?

En plus des dégâts environnementaux, ce système de production ne permet même pas à la plupart des agriculteurs de vivre de leur travail, un subventionnement de l'État est nécessaire. Sur toute la chaîne de production et de distribution, ils sont les seuls à ne pas faire de bénéfices. Ils se retrouvent coincés entre les programmes politiques, les normes qui changent constamment et les exigences de prix bas de la grande distribution. Une politique qui, actuellement, est axée sur la diminution du nombre de domaines, un accroissement de leur taille et de leur rendement par l'utilisation de la chimie de synthèse. Il faut, en plus édicter des règlements pour que certaines subventions servent à favoriser un peu de biodiversité entre des champs à cultures intensives. Ne serait-il pas plus simple de payer les denrées alimentaires un peu plus cher afin que les agriculteurs puissent vivre de leur travail, de réduire les marges des intermédiaires et d'encourager une agriculture biologique qui se passe de chimie de synthèse et favorise naturellement la biodiversité par ses méthodes naturelles ?

À chacun de se forger son opinion et de ne pas oublier qu'acheter, c'est également voter.

Qui est Lucien Willemin ?

Après une formation bancaire, à 23 ans il reprend la direction des achats dans une entreprise horlogère. Des voyages d'affaires dans le Sud-Est asiatique lui font découvrir la Chine en construction, d'où une prise de conscience de ce qui s'y prépare sur le plan environnemental et social. Il quitte alors ce secteur et c'est à l'âge de 27 ans qu'il s'associe et crée une société de promotion immobilière. Après deux ans d'activités, il découvre l'énergie grise, une révélation. Il s'entoure alors de personnes compétentes pour réaliser des concepts d'habitations écologiques, avec pour objectif de développer la conscience environnementale dans les milieux immobiliers par des constructions concrètes. À 40 ans, il remet sa société immobilière afin de s'accorder du temps pour mener une réflexion plus approfondie sur notre société et son avenir. Cela fait 15 ans qu'il s'est arrêté et qu'il va à la rencontre du grand public pour partager son expérience et offrir un regard nouveau sur la question environnementale.

Il est l'auteur de 4 petits ouvrages traitant chacun d'un thème spécifique ; « En voiture Simone ! Comprendre l'Énergie grise », « Fonce Alphonse ! Croissance, décroissance : sortons de l'impasse », « Tu parles, Charles ! Manger local, c'est loin d'être idéal » et le dernier qui vient de sortir « Halte au gaspillage automobile – Prenez soin de vous, achetez d'occasion ». À retrouver sur son site www.lucien.lu

Il est également le fondateur de La Chaussure Rouge, le symbole du prendre soin de la vie, à découvrir sur www.lachaussurerouge.net

On oublie la pollution de l'air, des eaux et des sols

Avant d'être mangée, notre pomme issue de l'agriculture conventionnelle peut recevoir jusqu'à 30 traitements chimiques. Une partie se retrouve dans la pomme ; selon un test de À bon Entendeur (RTS), sur 26 pommes achetées en grande surface et au marché, 22 contenaient des pesticides de synthèse. L'autre partie des traitements se retrouve dans l'air, les sols, les eaux de surface et les nappes phréatiques. La dernière étude commandée par l'Office fédéral de l'environnement indique : « Les petits cours d'eau sont pollués par une multitude d'herbicides, de fongicides et d'insecticides. La crainte d'une forte pollution par les produits phytosanitaires est confirmée. Dans 80 % des échantillons, pour au moins un des composés, les teneurs sont 400 fois supérieures à l'exigence de qualité formulée dans l'ordonnance sur la protection des eaux. »